Israël, ce meilleur ennemi

©Hannah Schlaepfer

Lors de la 31ème session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, l'Organisation de Coopération Islamique (OIC) a déposé cinq résolutions visant la politique israélienne en Palestine.

Quel point commun y a-t-il entre Israël, le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et l'Organisation de Coopération Islamique (OIC) ? Assurément la Palestine. Cette année encore, lors de la 31ème session du Conseil à Genève, l'OIC a déposé cinq résolutions dénonçant la politique israélienne. Des mesures diplomatiques qui n'ont pas de réels effets sur le terrain. Alors pourquoi l'OIC persiste-elle à présenter les mêmes résolutions d'année en année? Eléments de réponse.

Et de une, et de deux…et de cinq résolutions condamnant Israël lors de la 31ème session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Il faut dire que les griefs contre l'Etat hébreu ne manquent pas. Occupation illicite du Golan syrien depuis 1967, politique de « colonisation » en Cisjordanie, blocus de Gaza ou arrestations arbitraires, la liste est encore longue. Et ce n'est pas l'Organisation de Coopération Islamique (OIC) qui dira le contraire.

Fondée en 1969, l'OIC se présente dans sa Charte comme le porte-voix des Etats musulmans de par le monde. Elle entend également « soutenir le peuple palestinien et lui donner les moyens d'exercer son droit à l'autodétermination et à créer son Etat souverain. » Ainsi, depuis la création du Conseil des Droits de l'Homme en 2006, l'organisation a présenté plus de quarante résolutions se rapportant à Israël. Toujours les mêmes, à quelques termes près. Condamné au moins autant de fois par le Conseil, Israël entend mais n'écoute pas, invoquant au mieux, une politique du « deux poids, deux mesures », au pire, une « conspiration antisioniste ».

Pour preuve, cette année encore, Eviatar Manor, ambassadeur israélien aux Nations-Unies, a dénoncé l'acharnement des instances onusiennes. « Tant que le Conseil ne se soumet pas à une thérapie pour soigner son obsession à l'égard d'Israël, nous ne coopérerons pas avec ces mécanismes de parti pris », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Une question d'image

Pourtant, même s'il s'agit d'un dialogue de sourd en apparence, Adrien Claude Zoller, président de l'ONG « Genève pour les Droits de l'Homme », met en garde contre les conclusions hâtives: « le Conseil des Droits de l'Homme a certes un côté liturgique, on répète toujours la même chose d'année en année mais il ne faut pas se méprendre. Il y a toujours un message sous-jacent. »
Lire entre les lignes, Jacques Pous, membre du comité de l'association « Collectif Urgence Palestine » (CUP), est rompu à l'exercice. Selon lui, l'action de l'OIC au Conseil des Droits de l'Homme est avant tout un jeu d'image : « les résolutions condamnant Israël s'adressent à l'opinion publique des pays membres de l'OIC pour la calmer. » Tout l'enjeu serait alors d'afficher l'image d'un monde musulman uni autour d'une cause juste. Pour autant, ajoute-t-il, « on en reste au niveau de la propagande. C'est comme le processus de paix. Plus on parle, moins on agit. »
Car il est vrai que les résolutions soutenues d'une seule voie par les membres de l'OIC résistent mal à l'épreuve du terrain. Malgré des condamnations répétées, Israël a poursuivi ses implantations en Cisjordanie, érigé de nouveaux murs et maintenu les détentions administratives. De leur côté, les Etats membres de l'OIC sont bien moins unis que les résolutions du Conseil des Droits de l'Homme le laissent à penser. Selon Adrien Claude Zoller, « jusqu'à maintenant les Etats musulmans ont toujours voté d'une seule voix sur les questions liées à la Palestine mais depuis les Printemps arabes, c'est plus compliqué. Les luttes sur le terrain brisent l'apparente unité. »

Unité de façade

Reflet des antagonismes régionaux, la guerre en Syrie témoigne des luttes de pouvoir qui mettent notamment aux prises l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite. Alors que les dites « révoltes arabes » s'étendent à la société civile syrienne en 2011, le régime de Bachar Al-Assad reçoit le soutien de son allié chiite iranien. Face à eux, l'Arabie saoudite. Symbole de l'orthodoxie musulmane sunnite, le royaume saoudien a toujours cherché à restreindre le pouvoir d'action de l'Iran chiite dans la région. Le royaume ne voit donc pas d'un bon œil l'appui iranien en Syrie. De son côté, l'Arabie saoudite soutient alors les forces d'opposition au régime de Bachar Al-Assad. Parallèlement, la monarchie saoudienne et l'Iran s'affrontent par alliés interposés au Bahreïn et au Yémen. Une recrudescence des hostilités entre les deux puissances qui déstabilise les équilibres régionaux.
Début 2016, l'accord sur le nucléaire conclu entre Iraniens et Américains viendra amplifier encore les tensions. Alors que l'Iran et les Etats-Unis avaient rompu leurs relations diplomatiques depuis la révolution iranienne de 1979, les deux pays semblent renouer, qui plus est sur un sujet sensible. Paria de la communauté internationale jusqu'ici, l'Iran, revient dans la course, ce qui n'est pas sans déplaire à la monarchie wahhabite.

Alliances contre nature

Et elle n'est pas la seule. Sans parler de la Turquie, le soudain renouveau de l'Iran sur la scène internationale et régionale inquiète considérablement Israël. Ennemi historique du régime iranien, l'Etat hébreu s'est en effet fortement insurgé suite à l'accord conclu entre Washington et Téhéran. Alors que les Etats-Unis étaient traditionnellement des alliés d'Israël sur le dossier iranien, les voilà qui traitent avec l'ennemi. Pire encore, les discussions portent sur le nucléaire, la bête noire d'Israël qui a toujours craint que Téhéran ne possède l'arme ultime.
Face à cette nouvelle donne géopolitique, l'Arabie saoudite, la Turquie et Israël ont désormais un ennemi commun : l'Iran. Les détracteurs d'hier deviennent alors les alliés de demain et les rapprochements entre ces trois pays se multiplient. Pour preuve, la Turquie se dit « prête à coopérer avec Israël contre le terrorisme » suite aux attentats survenus à Istanbul le 19 mars dernier. Quant à l'Arabie saoudite, elle souhaiterait acquérir le même bouclier anti-missile dont dispose Israël depuis 2011.

Echec et mat pour la Palestine

Des alliances contre nature qui relativisent l'apparente unité de l'OIC au Conseil des Droits de l'Homme. Et la question palestinienne, elle, passe au second plan. Rien qui ne surprenne toutefois Jacques Pous : « les membres de l'OIC sont trop cyniques comme tous les Etats. A la marge, la question palestinienne peut dans certaines conditions, en particulier sur la question des Lieux saints, réunir les peuples musulmans et c'est la raison pour laquelle l'OIC fait semblant de s'intéresser à la question palestinienne. » Et de conclure : « l'Organisation de Coopération Islamique n'est sûrement pas l'organisation qui fera progresser la cause palestinienne même si j'espère toujours qu'un jour elle jouera un rôle utile. »

Hannah Schlaepfer